

Motion de politique de la Campagne mondiale pour l'éducation sur l'austérité et les contraintes du projet de loi sur les salaires du secteur public

Contexte

Plus de 69 millions de nouveaux enseignants sont nécessaires pour atteindre l'ODD 4 d'ici 2030. Pourtant, l'austérité et les contraintes liées à la masse salariale du secteur public exacerbent la pénurie mondiale d'enseignants.

Bien que la pandémie de COVID-19 ait démontré la nature critique du travail des enseignants, les gouvernements ont réagi en réduisant le financement de l'éducation. Les budgets de l'éducation ont été réduits dans la majorité des pays, et dans deux tiers des pays à revenu faible et moyen inférieur. En outre, le Fonds monétaire international continue d'inciter les pays emprunteurs à limiter les dépenses dans les services publics, y compris l'éducation, et à réduire ou geler la masse salariale du secteur public.

Des recherches menées dans 15 pays ont révélé que les réductions du FMI s'élevaient à près de 15 millions de dollars US. C'est l'équivalent de la suppression de plus de 3 millions d'enseignants du primaire. Dans ces 15 pays, une simple augmentation d'un point du pourcentage du PIB consacré à la masse salariale du secteur public permettrait de recruter 8 millions de nouveaux enseignants, ce qui résoudrait plus ou moins toutes les pénuries d'enseignants.

L'imposition de contraintes sur la masse salariale du secteur public bloque le recrutement de nouveaux enseignants dont on a tant besoin et limite la rémunération déjà faible des travailleurs de l'éducation. Il en résulte des classes surchargées, des ratios élèves/enseignant élevés, des charges de travail ingérables pour les enseignants et une profession peu attrayante pour les jeunes.

Les conditions de travail des enseignants sont les conditions d'apprentissage des élèves. Il est donc essentiel que le FMI mette fin aux contraintes liées à la masse salariale publique et que les gouvernements investissent dans une offre suffisante d'enseignants bien formés et qualifiés afin de garantir une éducation de qualité pour tous.

Il est temps de reconnaître que les enseignants ne sont pas un coût, mais un investissement crucial pour une éducation de qualité. Il est temps de mettre fin à l'utilisation brutale des contraintes de la masse salariale du secteur public par le FMI et les ministères des Finances qui bloquent la capacité de recruter davantage d'enseignants (même en cas de pénurie) ou de les payer davantage (même s'ils sont mal payés).

Recommandations

La CME appelle les gouvernements à prendre les mesures suivantes :

Les gouvernements devraient mettre en œuvre l'ensemble des recommandations telles que décrites dans l'appel à l'action du Sommet sur la transformation de l'éducation sur le financement de l'éducation.

Les gouvernements devraient rejeter les contraintes imposées par le FMI en matière de masse salariale publique et fixer au contraire des augmentations ambitieuses de la masse salariale du secteur public d'année en année, financées par des réformes fiscales ambitieuses et progressives, afin de redynamiser les services publics après des décennies de déclin.

Les gouvernements devraient procéder à une planification à long terme des effectifs, prévoir le nombre de recrutements nécessaires pour mettre fin à la pénurie nationale d'enseignants et réaliser les investissements adéquats pour embaucher suffisamment d'enseignants formés et qualifiés afin de respecter les ratios élèves/enseignants internationaux.

Les gouvernements doivent s'engager dans le dialogue social et la négociation collective avec les syndicats de l'éducation afin de garantir à tous les travailleurs de l'éducation des salaires et des conditions de travail décentes.

La CME appelle le FMI à prendre les mesures suivantes :

Le FMI doit indiquer clairement dans quels pays, comment et quand il cessera d'imposer des plafonds salariaux.

Le FMI doit répondre à la recommandation formulée dans l'appel à l'action du Sommet sur la transformation de l'éducation, à savoir s'attaquer aux obstacles tels que les contraintes liées à la masse salariale du secteur public qui empêchent l'augmentation des dépenses en matière d'éducation, et défendre des politiques qui permettront un nouveau recrutement important d'enseignants professionnels là où il y a pénurie.

Le FMI doit procéder à un examen détaillé par le Bureau indépendant d'évaluation de l'utilisation par le FMI des contraintes liées à la masse salariale du secteur public et de son impact sur l'éducation.

Le FMI doit veiller à ce que les populations soient au centre de la planification des politiques macroéconomiques, car les multiples crises mondiales actuelles se confondent et entraînent des défis et souffrances, notamment pour les plus vulnérables.

Le FMI doit respecter les engagements pris dans l'appel à l'action financière lancé lors du sommet « Transformer l'éducation », afin de garantir un plancher pour les dépenses sociales en faveur de l'éducation et de promouvoir des communautés résilientes grâce à des services publics de qualité bien financés.

La CME prendra les mesures suivantes :

La CME assurera la surveillance et le suivi du financement de l'éducation par le biais de l'Observatoire mondial du financement.

La CME dénoncera et fera campagne contre les conseils politiques du FMI lorsqu'ils ont un impact négatif sur le droit à l'éducation et promouvra des alternatives progressistes à l'austérité.